



ARRETE MUNICIPAL n°2022-080
Réglementation temporaire de la circulation
et du stationnement des véhicules
Place Pierre PICOLLET

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et 2, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R417-10,

Vu la demande du formulée le 21 avril 2022 par Monsieur Eric REY, 6^{ème} adjoint au Maire en charge de l'animation,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement de certaines manifestations,

ARRETE

Article 1 : La circulation et le stationnement des véhicules seront interdits, place Pierre Picollet sur les 2 parkings afin d'assurer le bon déroulement de la fête de l'été organisée par la mairie :

- Samedi 02 juillet 2022 de 14h00 au lundi 04 juillet 2022 à midi ;

Article 2 : Une signalisation réglementaire sera mise en place à l'entrée de la place Pierre Picollet par les services techniques de la commune afin de matérialiser les interdictions.

Article 3 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant au terme de l'article R417-10 du Code de la Route et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles R.325-1 et suivants du même code.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les bains
- Centre de secours
- SMUR
- M Eric REY

Fait à Grésy-sur-Aix, le 10 mai 2022

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 16 mai 2022
Notifié à l'intéressé le : 16 mai 2022
Certifié exécutoire le : 16 mai 2022



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.